



Discours de
Monsieur Nicolas SCHMIT,
Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire
du Grand-Duché de Luxembourg
à l'occasion de la
105^{ème} session
de la Conférence Internationale du Travail

Genève, 7 juin 2016

Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs les Délégués,

Nous nous approchons du centenaire de l'OIT et dans ce cadre le Directeur général - que je félicite pour son excellent travail à la tête de notre Organisation - nous invite à réfléchir sur l'avenir du travail.

En effet, le travail reste au cœur de nos sociétés, mais aussi de leurs crises et de leurs mutations. Le chômage globalement en hausse et notamment celui des jeunes exclut des dizaines de millions d'hommes et de femmes. Sa dévalorisation et sa précarisation sont à l'origine d'une pauvreté qui s'étend - au nord comme au sud. Finalement, sa transformation s'accélère au rythme de la révolution numérique.

Les défis sont comparables à ceux que rencontraient les hommes qui, après la première guerre mondiale, ont porté notre organisation sur les fonds baptismaux. Nous vivons en effet une période de grandes ruptures qui comportent des opportunités comme des risques considérables.

L'OIT a œuvré pour donner à la société industrielle une dimension plus humaine, plus juste, grâce à des règles universellement reconnues. C'est sa force et son originalité qu'il faut préserver et développer vers de nouveaux champs d'activité.

Les principes de Philadelphie gardent aujourd'hui toute leur valeur et je cite :
« La pauvreté, où elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous ».

Son éradication inscrite dans l'Agenda 2030 doit être une priorité absolue. La pauvreté est une menace pour la stabilité et la paix. Elle pousse des millions

d'hommes et de femmes vers une migration de tous les risques. Mais elle est aussi une réalité dans les pays développés où les inégalités explosent entraînant des groupes entiers de population vers le risque de pauvreté : jeunes ou travailleurs âgés au chômage, femmes ayant des enfants à charge.

L'OIT a un rôle fondamental à jouer dans cette initiative, car le moyen le plus puissant pour parvenir à l'éradication en est le travail décent, un emploi de qualité dont on peut vivre. Les travailleurs pauvres subissent cette logique néfaste des salaires en chute et de la précarité.

Traiter la question du travail décent dans le contexte des « global value chains » se pose dans le contexte d'une globalisation plus équitable. Les marchés sont importants dans le bon fonctionnement de l'économie. Mais ils n'ont pas réponse à tout. Si nous voulons que la globalisation tout comme la libéralisation du commerce se réalisent au profit de tous et ne produisent pas une majorité de perdants face à quelques gagnants, nous devons mettre en place des règles, des normes sociales et environnementales, de façon transparente et démocratique.

Cette approche est aussi nécessaire dans le contexte de la révolution numérique en cours. Les technologies numériques transforment profondément nos économies et ses paramètres. Elles bousculent nos outils de mesure traditionnels, car elles estompent les frontières entre le travail et le loisir, le gratuit et le payant, l'amateur et le professionnel. C'est pour cette raison que je ne partage pas les vues pessimistes sur une baisse de la productivité. Le « consumer surplus » ne se retrouve généralement pas dans les chiffres du produit intérieur brut. Mais les avancées technologiques en pleine accélération produisent aussi de nouvelles exclusions et accroissent encore les inégalités à

travers une concentration de plus en plus forte du savoir comme du patrimoine.

Le chômage technologique ne doit pas être une fatalité. Des emplois disparaîtront, d'autres surgiront. L'enjeu principal ce sont les compétences, les qualifications, la rénovation de nos systèmes éducatifs et l'accès le plus large à la formation continue tout au long de la vie. C'est fondamental pour les jeunes mais il l'est autant pour ceux qui sont dans l'emploi et qui devront s'adapter à ces mutations. Le Luxembourg s'est beaucoup engagé dans la lutte contre le chômage des jeunes chez nous en Europe, mais aussi chez nos partenaires du Maghreb. Une formation adaptée reste l'une des clés.

De même, la montée des inégalités ne doit pas être considérée comme inéluctable. Pour l'OIT dont la justice sociale est l'un des principes fondateur, elle doit s'engager pleinement dans cette entreprise dont l'importance est dorénavant soulignée par le FMI, l'OCDE ... et cela non seulement pour des raisons sociales mais tout d'abord parce que les inégalités ne favorisent pas un bon développement économique. D'ailleurs la crise de 2008 ne trouve-t-elle pas, en partie au moins, ses origines dans l'accroissement considérable des inégalités ?

La numérisation de l'économie risque, faute de règles et d'actions novatrices, exacerber encore davantage l'éclatement des sociétés. Les risques ne seront pas seulement économiques, ils sont politiques, avec ce sentiment pernicieux du déclassement qui favorise la montée des extrémismes, de la xénophobie, du racisme, des dangers réels pour la démocratie.

Ce qu'on appelle aujourd'hui communément l'ubérisation ne doit pas représenter l'avenir du travail. Si nous ne devons pas ignorer les nouvelles

formes d'emploi, il ne s'agit pas de conclure hâtivement que le salariat est arrivé à son terme. Nous devons repenser sa transformation dans un contexte technologique, mais aussi social différent. La révolution numérique ne doit pas devenir synonyme d'une nouvelle précarité à travers des plateformes qui mettent en concurrence des millions de personnes à l'échelle globale, sans droits sociaux et sans sécurité.

Ce sont ces nouveaux risques sociaux qu'il faut aborder dans une sorte de « new deal numérique » à l'image du « new deal » pour la société industrielle. Il ne s'agit pas de freiner l'innovation et les développements de la technologie dont le potentiel semble quasi illimité. Il faut encourager les jeunes à apprendre, à innover et à entreprendre au nord comme au sud. Mais il ne peut tout autant pas être question de subir les évolutions de la technique. Nous avons besoin d'un agenda social pour cette nouvelle économie qui ne soit pas seulement national, mais réponde à sa dimension globalisée.

Nous avons donc une occasion unique pour renouer avec les idéaux des pères fondateurs. Notre organisation doit avoir un rôle moteur dans l'élaboration et la promotion de ce nouvel agenda pour ce 21^{ème} siècle que nous voulons rendre plus pacifique, plus juste et plus humain.

Le dialogue social doit servir ces objectifs. Il doit être relancé, rénové et renforcé. Comme il a été relevé lors d'un récent forum de l'OCDE, l'économie numérique nécessite de nouvelles règles. L'OIT y a un rôle fondamental à jouer. Sa réussite sera la nôtre, Etats membres et partenaires sociaux. L'avenir du travail est un rendez-vous urgent que nous ne devons pas rater.

Je vous remercie.